7

REVUE
ITINÉRANTE
D'ENQUÊTE
ET DE CRITIQUE
SOCIALE

«ON TRAVAILLE À LA MAIN»

Myriem, du travail social au centre social autogéré de la Parole errante

+ LA CREA,
OU L'OCCUPATION PERMANENTE

Comment fabriquer des formes de solidarité tout en luttant contre les rapports inégalitaires entre «aidant·es» et «aidé·es»? Z creuse la question avec Myriem, qui cumule les casquettes: ancienne éducatrice, en train de rédiger une thèse sur le travail social, elle est aussi très investie dans une permanence d'accès aux droits à Montreuil. en région

parisienne.



Propos recueillis par : Mathieu Brier et Romain Gay Illustrations : Fanzine des enfants du CSA Vaydom, Ivry-sur-Seine, 2018

« ON TRAVAILLE À LA MAIN»

Myriem, du travail social au centre social autogéré de la Parole errante

n avril 2011, à Toulouse, s'affiche au grand jour l'expression et l'idée de « centre social autogéré » (CSA). Les trois mots sont inscrits en grosses lettres sur une banderole au-dessus de l'entrée d'un bâtiment de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afpa). Une joyeuse bande composite vient d'occuper cet immeuble laissé vide par son propriétaire, le mal nommé ministère « des Solidarités et de la Cohésion sociale », qui accompagne alors la fermeture de plusieurs structures d'hébergement dans la ville. En accolant les notions de « centre social » et d'« autogestion », les occupant·es s'approprient une pratique déjà en vigueur en Italie, en Espagne ou encore en Grèce (lire Z nº 7). Centre social autogéré, c'est le nom d'un espace politique où deux ambitions qui pourraient paraître antagonistes sont rassemblées: d'une part, l'aide aux personnes les plus défavorisées, de l'autre, la construction de rapports égalitaires dépassant les figures d'« aidant·e » et d'« aidé·e ».

Derrière ce surgissement, une rencontre entre deux mondes: l'univers du travail social, avec son cortège d'institutions, de procédures et de boulots salariés, et le milieu des

1

squats libertaires, habitué des déclarations tapageuses et rétif à toute structuration légale. Le premier étant représenté par des membres du Groupement pour la défense du travail social (GPS), le second par des activistes de la Campagne pour la réquisition, l'entraide et l'autogestion (Crea, lire aussi Z n° 9). Si ces deux groupes sont pluriels et leurs frontières parfois poreuses, leur rencontre jette une passerelle entre deux mondes plus habitués à s'ignorer ou à se mépriser qu'à tisser des complicités. Leur alliance réenclenche des tentatives des années 1970, quand des personnes travaillant dans le secteur du social prenaient toute leur part dans les luttes sociales (lire Z n° 11).

Ensemble, le GPS et la Crea mettent en avant une série de principes qui donnent une consistance politique particulière à cette rencontre, et que l'on peut tenter de résumer quelques années plus tard:



- o La critique de la réalité du travail social : des personnes dites « aidées » subissent trop souvent, au contact des institutions du travail social, des atteintes à leurs droits.
- o La volonté de s'attaquer aux séparations figées dans des statuts et des étiquetages sociaux différents (« militant·e », « assistant·e social·e », « famille », « SDF », « précaire »,
- « aidant·e », « migrant·e »), sans les nier mais sans s'y résoudre, en recherchant par exemple des traductrices et traducteurs fiables permettant de s'organiser entre personnes ne parlant pas les mêmes langues.
- o Une attention portée aux dominations liées au sexisme et au racisme, qui ne sont pas cantonnées à de méchants machos racistes disséminés loin dans la société, mais traversent aussi les lieux de solidarité, ceux squattés comme ceux d'accueil institutionnel.

Ces principes s'accompagnent de certaines pratiques partagées:

- L'ouverture régulière de lieux vides pour les squatter, et ainsi loger celles et ceux qui en ont besoin sans attendre une hypothétique réquisition par les autorités.
- o L'accueil d'activités culturelles et sportives, libres et gratuites, hors des structures de type maison de quartier et des centres sociaux financés par la Caisse d'allocations familiales (Caf).
- o L'organisation de « cantines », repas régulièrement organisés et proposés à prix libre, en soutien à des luttes en cours ou à des personnes à court d'argent.
- o La tenue de permanences pour le partage de connaissances et savoir-faire spécifiques, le plus souvent dans une volonté d'autoformation, de solidarité et d'accompagnement concernant les démarches administratives et juridiques liées notamment à l'obtention de titres de séjour et de logement.
- o L'organisation d'événements publics, le tractage et l'affichage sauvage, permettant une visibilité dans la ville.

Comme beaucoup de mélanges improbables, l'émulsion du GPS et de la Crea n'a pas duré très longtemps. Les personnes issues du travail social ont monté une association, obtenu des subventions et tiennent encore à ce jour la Maison Goudouli, un lieu atypique d'accueil de personnes considérées comme

Cette rencontre jette une passerelle entre deux mondes plus habitués à s'ignorer qu'à tisser des complicités. de « grand-es précaires », installé dans les anciens locaux de l'Afpa. De son côté, la Crea a continué sa route, d'expulsions en ouvertures, de pauses en renaissances, faisant vivre des CSA éphémères un peu partout dans Toulouse (le dernier en date se situant au 25, rue des Martyrs-de-la-Libération). Ainsi, l'espace politique ouvert publiquement en 2011 ne s'est pas refermé. Depuis, de nombreuses personnes s'attachent à le faire vivre bien au-delà du Sud-Ouest. Le Dilengo puis le Vaydom à Ivrysur-Seine, l'Attiéké à Saint-Denis, le CSA de la Parole errante à Montreuil, la Cantine des Pyrénées à Paris sont autant d'expériences collectives plus ou moins ouvertement inspirées du précédent toulousain. Ces collectifs se connaissent et parfois s'entraident, sans être réunis par une charte commune formelle.

À l'été 2017, préparant son n° 11 consacré au travail social, Z a rencontré Myriem. Parce qu'elle a suivi une formation de travailleuse sociale avant de mener des luttes à l'intérieur d'une structure d'accueil pour ensuite rejoindre celles et ceux qui font vivre le CSA de Montreuil, elle est particulièrement bien placée pour éclairer les réalités de ces différents mondes et tenter de tenir cet objectif: « aider » sans abandonner la recherche d'égalité. Entre les personnes qui ont des papiers français et celles qui n'en ont pas, entre celles qui décident de squatter et de ne pas travailler et celles qui cherchent sans succès un logement et du travail, par exemple. Sa parole est personnelle, et n'engage en aucun cas les autres personnes impliquées dans le CSA de la Parole errante.

<u>Z</u> Comment en es-tu venue à travailler dans le social?

MYRIEM J'ai toujours un peu connu cet univers. Mon père est compagnon chez Emmaüs et ma mère travaillait à l'Aide sociale à l'enfance (ASE) avec des enfants placés. Quand j'ai commencé à travailler, c'était des boulots dits sans qualification. J'ai procédé par élimination: je faisais un stage ou un boulot pendant quelque temps, puis je le rayais définitivement de la liste de ce que je pourrais faire et supporter une vie entière. Ayant l'impression que le secteur social serait plus vivable, j'ai candidaté à l'Institut de recherche et de formation à l'action sociale de l'Essonne: j'ai eu un entretien avec un formateur à qui j'ai dit tout ce



que je pensais, que j'étais anarchiste, avec un côté péremptoire, révoltée. J'étais en quelque sorte « seule face au monde », d'une manière certainement un peu caricaturale. Et j'ai été retenue!

Le quotidien d'une formation en travail social était-il effectivement vivable?

J'ai failli partir très vite. Dès le début des cours, dans les mots de certains formateurs, les personnes usagères du travail social apparaissaient comme une population lointaine, totale-

"C'était un peu le 'stade n.2' de notre engagement commun : essayer d'infiltrer un établissement." ment différente des gens présents dans la salle. Je me suis pris avec d'autres cette violence sociale dans la gueule et j'ai décidé de partir. Un enseignant m'a rattrapée. Avec quelques collègues, ils étaient déterminé-es à faire en sorte que la part critique de la profession ne disparaisse pas.

Je suis restée. Même si ça s'est dans l'ensemble très bien passé, j'ai déchanté sur le boulot lui-même. Penser qu'on allait bosser avec des personnes

confrontées à des problèmes qui nous touchent aussi concrètement: cette idée était complètement minoritaire. Cette continuité entre «nous» et «eux» n'était pas pensée, le «public» était surtout envisagé comme si derrière son existence se cachait un mystère insondable, que certain es enseignant es et étudiant es essayaient de percer en s'escrimant sur des nœuds, tirant maladroitement et du bout des doigts des fils de psychanalyse, d'idées reçues...

Tu as vite rejoint un collectif du travail social en lutte né dans la foulée de la loi de prévention de la délinquance votée en 2007, qui associait formellement le travail social à la police. Ce collectif, NRV («Nous restons vigilants»), considérait que cela rendait impossible la tâche fondamentale du travail social, l'accès au droit de toutes et tous. En quoi cette approche a façonné ta pratique du travail social?

Effectivement, la loi de prévention de la délinquance faisait jouer aux travailleurs sociaux un rôle inenvisageable pour nous, mais le collectif allait bien au-delà de ça. On avait chacun·e fait l'expérience dans nos vies de formes de domination différentes. Et même si on ne se comprenait pas toujours d'emblée, on avait tous tes en commun d'être complètement à bout : soit qu'on vienne d'un quartier, comme moi, soit qu'on soit racisée, soit qu'on soit gouine, trans, soit qu'on ait été toute notre vie scolairement à la ramasse, soit qu'on soit keupon e [punk, ndlr], toxico, alcoolo, considérée comme psychologiquement instable ou tout simplement provinciale, venue du fin fond des mondes «vaincus» qui n'intéressent personne.

Bref, on avait tous-tes en nous quelque chose que le monde entier semblait nous reprocher. Et on était tous-tes doté-es d'une ultra-susceptibilité. Alors on s'engueulait, mais, au fur et à mesure, le pot commun de l'intolérable grandissait. Et c'est ce qu'on voulait, devenir tous-tes ultra-sensibles à toutes les saloperies pour débusquer leur survenue sur le terrain, repérer les épreuves de domination lancées au public et les enrayer. Le collectif, qui regroupait surtout des étudiant-es, a tenu son rôle jusqu'à ce qu'on soit tous-tes diplômé-es, puis s'est arrêté.

La limite de notre démarche, une fois sur le terrain, c'était d'être un peu réduit-es à une figure critique d'impertinent-es de service, qui disaient toujours non et voyaient le « mal » partout.

C'est pour ça et pour ne pas s'épuiser dans une forme de résistance qu'on a voulu « changer de « plan d'action » : on ne voulait plus se limiter au refus, mais aussi inventer de nouvelles pratiques, déployer nos imaginaires. J'ai donc rejoint un foyer à Saint-Denis où travaillaient deux personnes qui venaient aussi d'NRV. C'était un peu le « stade 2 » de notre engagement commun : essayer d'infiltrer un établissement.

"On refusait d'incarner l'institution, mais sûrement pas pour y substituer quelque chose de purement personnel."

Comment avez-vous réussi à mettre en pratique ce changement de posture?

On a voulu sortir d'une position défensive et se projeter à l'extérieur du foyer, avec des choses toutes simples mais pas évidentes à pratiquer d'emblée: on allait avec les jeunes au café, on leur faisait rencontrer des gens, des lieux importants pour nous, comme l'Attiéké [voir encadré ci-dessous]. L'Attiéké permettait surtout de se croiser, que les jeunes nous voient dans

des moments de détente, qu'ils voient des lieux qu'on « habite », des gens qu'on fréquente. Sinon, le pouvoir « omni-regardant » qui s'exerce dans les foyers assomme les relations : tu vas dans les établissements scolaires des jeunes, tu les inscris à des activités, tu connais leur famille et en partie leurs ami-es, tu te balades toute la journée dans leur chambre, leurs affaires, tu les vois sortir du lit pas réveillé-es, et tout ça sans la moindre réciprocité. L'Attiéké introduisait un peu de cette réciprocité : les jeunes passaient en coup de vent, jetaient un œil pour voir ce lieu identifié comme faisant partie intégrante de notre monde.

Mais n'est-ce pas une base du travail social que de séparer la vie professionnelle et la vie privée?

La culture professionnelle du travail social présente parfois le côté affectif des relations comme un grand danger. Il faudrait avant tout poser des limites, rappeler le cadre... Nos pratiques s'inscrivent largement contre cette façon de voir les choses. Donner son numéro de téléphone aux jeunes, leur permettre d'appeler en cas de problème, était par exemple un geste important. Quand tu décroches ton téléphone alors que tu es loin du foyer, tu n'utilises pas les mêmes mots ni le même ton, tu ne diriges pas ton attention de la même manière.

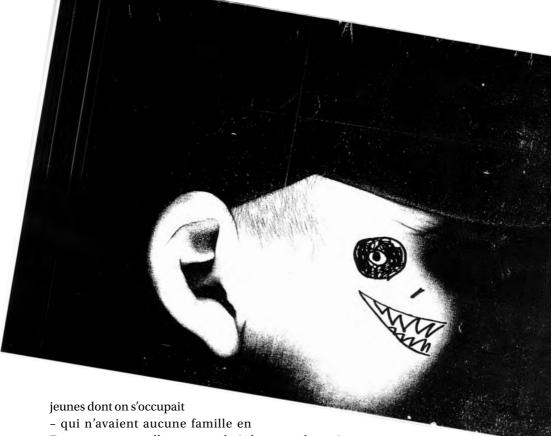
Tu n'as jamais été «débordée» par ta relation avec un jeune, qui se mettrait à t'appeler sans arrêt?

Non. Ils n'ont pas que ça à faire! Des gens qui m'appellent tout le temps, j'en ai eu dans ma vie! Mais ce n'est jamais arrivé à partir d'une relation d'aide ou d'accompagnement...

Il s'agit de lier une relation personnelle au lieu d'incarner l'institution?

Non, ce n'est pas ça. On refusait d'incarner l'institution, mais sûrement pas pour y substituer quelque chose de purement personnel. Au contraire, il s'agissait aussi de donner à voir qu'on était plusieurs, qu'on pensait les choses ensemble. Tu peux t'adresser à moi, je peux te renvoyer vers une autre personne de confiance, on entre ensemble dans une densité de liens qui déborde largement l'institution.

Par exemple, comme la direction du foyer refusait d'aménager quoi que ce soit pour le ramadan, deux



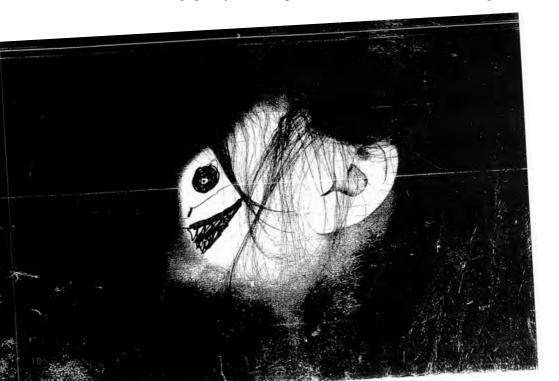
France - ont pu aller rompre le jeûne tous les soirs chez une assistante familiale de l'Araf 93 [Association pour le rayonnement des assistantes familiales, basée à Villepinte, ndlr qu'on connaissait via des copains militants. Et ils ont été très bien accueillis, gratuitement. Notre démarche n'était pas contestable, puisqu'elles étaient professionnelles du secteur et du département, et en même temps, c'était complètement déviant, puisque dans une institution, toute mise en lien passe par un intermédiaire de l'institution. Là, non. L'intérêt aussi de ces choses qui paraissent banales si on ignore à quel point les relations sont verrouillées dans les foyers, c'est de pouvoir dire à des jeunes, dont le réseau se limite aux Pages jaunes, puisque en général ils ou elles ont perdu leurs liens familiaux, «si tu cherches un psy, j'en connais un super ». Un peu de « dé-standardisation», de singularité qui ouvrent la possibilité d'une rencontre. Ce sont toutes ces petites initiatives mises bout à bout qui rendent le lien avec les jeunes incompatible avec certaines choses intolérables qu'on te demande de faire en tant que salarié·e.

Comment ont réagi vos collègues?

Assez mal. Auparavant, c'était toujours nous qui trouvions telles ou telles choses scandaleuses (l'intrusion dans la vie des jeunes, la réaction autoritaire à certains comportements, etc.). Quand on a affirmé nos propres manières de faire, ils sont tombés des nues. C'était jubilatoire de les voir chercher en vain les mots pour démontrer le caractère intolérable de notre démarche. Mais dans ces lieux-là, c'est vraiment difficile de tenir une conflictualité, parce que ce n'est pas très drôle pour les jeunes qui sont coincé-es au milieu. J'ai donc démissionné au bout d'un moment, sans pour autant chercher à exacerber un conflit. Aujourd'hui, je n'ai plus d'activité salariée dans le travail social, je finis l'écriture de ma thèse.

Tu es maintenant impliquée dans le CSA de la Parole errante, à Montreuil, là même où Z est née il y a dix ans. Tu peux expliquer ce qu'est ce lieu?

La Parole errante est un lieu qui appartient au conseil départemental de Seine-Saint-Denis et avait été confié à un écrivain et dramaturge anarchiste, Armand Gatti, et à son équipe, il y a une vingtaine d'années. Pendant tout ce temps,



ça a été un espace de création, d'échanges, dépassant largement le cadre du théâtre, où de nombreuses choses ont pu se faire qui n'auraient pas existé ailleurs. Depuis plusieurs années, le Département veut que ce lieu rentre davantage dans les cases institutionnelles de l'action culturelle. Armand Gatti est mort en avril 2017. Mais depuis un moment déjà, un collectif nommé «la Parole errante demain » s'est constitué pour lancer un rapport de force, faire perdurer l'esprit du lieu et éviter sa fermeture. C'est au sein de cette lutte qu'est née l'idée d'un centre social. La Parole errante est vaste: elle se compose d'un hangar avec une grande salle qui permet entre autres d'accueillir plusieurs centaines de personnes (voire parfois des milliers) pour des concerts, et d'autres espaces attenants dont les locaux du collectif audiovisuel Synaps, et certainement bientôt une cantine. À côté, une grande maison où se sont entre autres installées les revues Z et Jef Klak et un petit immeuble avec le café-librairie Michèle Firk au rez-de-chaussée, le centre social au premier étage, et un local d'audiovisuel tenu entre autres par le collectif Précipité [lire Z n° 11] au deuxième 1.

Qu'est-ce exactement que le CSA?

Pour l'instant, c'est un petit appartement d'environ 50 m², doté d'une grande pièce centrale et d'une toute petite cuisine. Au moment de la création du centre social, l'idée première était de permettre à un maximum de personnes d'entretenir avec la Parole errante un rapport plus régulier que celui induit par les fêtes, les assemblées, les expos, les pièces de théâtre, les concerts de soutien... On a lancé un appel à celles et ceux qui aimeraient proposer des activités avec pour seul mot d'ordre la gratuité. Il y a eu plein de choses: couture, théâtre, qi gong, danse, temps pour les bébés et les enfants, musique, chant, éducation somatique, ateliers d'écriture, de rythme, jeux coopératifs... et aussi des cours de français et la permanence d'accès aux droits, à laquelle je participe. Il y a aussi de l'entraide diffuse, notamment concernant la souffrance psychique. Enfin, à côté de la programmation publique, le local accueille couramment des réunions de la «Parole errante demain» et d'autres collectifs.

I. En mai 2020, le collectif qui gère la Parole Errante continue de négocier avec le Conseil Départemental pour obtenir une convention d'occupation qui pérenniserait l'ensemble des activités sur le lieu. Une cantine autogérée et solidaire a bien vu le jour, et un studio radio a même été installé dans la grande maison désormais surnommée la « Maison des Écritures et des Revues ».

Quel est le statut du CSA: un squat, une location?

Comme le reste de la Parole errante : un statut en attente. C'est l'objet de la lutte! Dans tous les cas, ce n'est pas un squat.

"Permettre à des personnes particulièrement écrasées par l'administration d'échapper à cette humiliation."

Sur votre site Internet, on peut lire que vous organisez une permanence «écrivain public et accès aux droits» un mercredi sur deux, «pour remplir des dossiers (Dalo, affiliation à la Sécurité sociale, demande de titre de séjour, de logement social, chômage, RSA, etc.), pour s'entraider face aux institutions, pour en comprendre le fonctionnement, pour identifier les pièges à éviter et les documents à conserver, pour apprendre ensemble à se défendre». Comment fait-on concrètement pour «apprendre

Au début, des gens qui étaient eux-mêmes en difficulté sont venus prêter main forte à la permanence d'accès aux droits, ils ne savaient pas trop comment faire. À côté, des personnes venaient demander de l'aide, parler de situations personnelles compliquées, et parfois on s'agglutinait autour d'elles, ça n'allait pas. Alors on a décidé d'installer à chaque permanence deux petites tables basses aux deux extrémités de la salle, avec des chaises, pour parler en petits groupes. Les personnes viennent souvent voir quelqu'un avec qui elles ont été mises en lien en amont, ou bien elles débarquent sans être attendues. Ensuite, une personne de la perm devient en quelque sorte référente. On se met alors à communiquer en dehors des permanences, on propose à la personne d'aller voir quelqu'un d'autre pour lui poser telle ou telle question. Elle reste ainsi maîtresse des échanges qui ont lieu à son propos. Nous y voyons un enjeu politique, de solidarité de base et de classe. Pour autant, la vie des gens n'est pas un objet collectivisé.

ensemble à se défendre»?

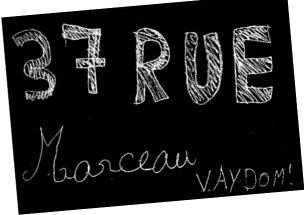
Une des tensions fondatrices des CSA semble se jouer autour de la notion d'«ouverture». Ces expériences émergent souvent de groupes où les gens se connaissent, partagent des codes sociaux (et, dans une moindre mesure, la même condition sociale), et souhaitent sortir de cet entre-soi, créer du commun avec des personnes éloignées de ces codes. Mais cette volonté est parfois freinée par la difficulté de s'engager dans des relations avec des gens dont on ne connaît pas du tout les valeurs, le parcours. L'«accueil» peut parfois passer par des discussions finalement pires qu'un entretien d'embauche... La crainte que quelqu'un débarque, participe activement et s'avère ensuite être un horrible personnage, dangereux pour les autres,

te paraît-elle fondée?

À l'Attiéké, on avait été accueilli·es très facilement, j'y ai beaucoup pensé au moment de l'ouverture du CSA à la Parole. Quand quelqu'un e arrive en ne connaissant personne, on veille à l'accueillir. Sans être lourd·es non plus!

À l'Attiéké, à leur manière, ils avaient appris à dire stop. Ce qui, je pense, importe le plus, c'est d'apprendre à réagir en situation plutôt que de chercher à prévenir, à faire en sorte d'éviter d'avoir à prendre la responsabilité des limites qu'on pose. Parfois, des collectifs veulent à tout prix éviter d'avoir à exclure ou à calmer quelqu'un, mais cette prévention les amène à exercer une violence encore plus exécrable et assez lâche en amont, qui consiste à se montrer défiant es envers celles et ceux qui prennent le risque de venir les rejoindre. C'est une autre manière de faire du tri à l'entrée, puisqu'il ne reste

à la fin que les personnes qui sont capables de supporter ce type d'épreuve, d'être l'objet d'un examen minutieux. Et il ne faut pas se mentir: les personnes qui réussissent cet « examen » sont aussi celles qui ne sont pas vénères, qui ne sont pas susceptibles, qui n'ont pas subi socialement de choses trop traumatisantes jusque-là ou qui s'en sont remises. Le déni de



pouvoir, de toute façon, ça fait des ravages: il y a du pouvoir, il faut l'assumer pour se rendre compte de ce à quoi les nouvelles personnes qui arrivent font face, en faire quelque chose collectivement et ne pas laisser une ou deux personnes incarner ce pouvoir et en tirer un profit personnel sur le dos du collectif.

"La personne qui fait appel au centre social reste maîtresse des échanges qui ont lieu à son propos." Les différentes permanences tenues dans des CSA insistent toutes sur une démarcation d'avec la posture de la personne qui aide parce qu'elle détient le savoir. Penses-tu que c'est une figure à faire complètement disparaître?

Non. Enfin, oui, si on parle d'une personne qui penserait détenir une expertise sur ce type de questions, une personne qui affirmerait savoir ce qu'il faut faire, qu'il n'y a qu'une voie et qu'elle la

connaît. Bon, là, c'est sûr que je conseille à toutes les personnes qui iraient à une permanence et feraient face à une personne comme ça de partir en courant. Pas tant en raison du « savoir », mais en raison du fait qu'elles font visiblement face à une personne complètement à la ramasse! Chercher à « détenir le savoir », comme s'il pouvait être possible d'en faire le tour, c'est déjà être très mal barré.

Et par contre, non dans le sens où il y a évidemment des gens qui ont vécu des choses et en tirent une sacré expérience, qui bossent dur sur pas mal de questions, qui les étudient, qui produisent des recherches, qui luttent... Et c'est vraiment très new management, arrogant, méprisant de vouloir nier tout ça, de passer sur toutes les différences que ça fait, de refuser la transmission, l'aide qu'elles peuvent nous apporter...

Concrètement, on ne peut pas dire aux gens qui viennent à la permanence ce qu'ils doivent faire parce que, d'une part, on ne sait pas ce qui va se passer, d'autre part, c'est eux qui en assumeront les conséquences, quelle que soit notre bonne volonté. Donc le boulot consiste à repérer les différentes options face auxquelles la personne se trouve, à chercher les infos nécessaires et à déployer les deux ou trois scénarios qui correspondent à ces différentes options. C'est là-dessus qu'on a besoin de mutualiser les connaissances, et puis après, techniquement, pour concrétiser la décision que la personne a prise,

il faut avoir en tête les risques qu'elle prend et pour quelles possibilités. Après, pour la mise en œuvre de la démarche en elle-même, je trouve ça absurde de vouloir obliger les gens à apprendre à le faire par eux-mêmes (comme par exemple appeler six fois de suite une administration pour obtenir une réponse) ou pire encore, à faire acte de présence, sous prétexte qu'on fait ça pour eux. C'est courant dans le travail social: on fait ça pour toi, donc il n'y a pas de raison qu'on souffre pour le faire et pas toi.

L'idée de la permanence c'est aussi que des personnes particulièrement écrasées par l'administration puissent échapper à cette humiliation, c'est-à-dire ne pas avoir à payer la contrepartie des petits droits, papiers, etc., qui leur seront attribués, ne pas avoir à faire profil bas, ne pas avoir à gratter à la porte pour qu'elle s'entreouvre de quelques centimètres. Autrement dit, ne pas être pénétré·e au passage, touché·e, par l'administration.

Ce que tu dis dessine deux écueils symétriques à éviter. D'un côté, le refus de prendre en compte la réalité des inégalités au sein d'un groupe, de l'autre, une focalisation de certaines personnes sur leurs propres privilèges, dont elles se sentent coupables...

Les raisons qui amènent les un·es et les autres au centre social sont très différentes. Et plus tu as vécu des choses difficiles, plus ça peut être dur de simplement partager un salon avec des gens, surtout si c'est des gens qui ne partagent pas les mêmes galères que toi. L'enjeu, c'est de comprendre cette réalité, d'y porter une vraie attention, sans tomber dans le piège de la culpabilisation personnelle. En se vivant comme « coupables », celles et ceux qui ont eu un chemin plus facile dans la vie participent à mettre les autres dans une situation de « victimes ». C'est leur faire courir un grand danger. On ne fait rien de bien avec ce couple « coupable-victime ».

Ton investissement au CSA t'amène-t-il à être repérée comme une «personne ressource» et à être sollicitée en permanence, presque trop?

En fait, repérée, je l'étais déjà. Et justement, l'idée de la permanence est de proposer un espace pour faire face aux sollicitations dont on peut faire l'objet individuellement, notamment de la part de nos proches, de nos familles, etc. Car il y a de quoi

perdre pied dans le flot des problèmes à répétition de ceux et celles qui nous entourent. Et plus les demandes viennent de personnes proches, plus elles peuvent être « mécanisantes » : on risque de devenir un outil auquel les proches font appel automatiquement en espérant qu'il règle leurs difficultés. Face à ce problème, on essaie de mettre en place ce que j'appelle la tactique du billard. Face à une demande, il ne s'agit pas d'accepter ou pas de s'en préoccuper, mais de dire : « OK, je vais en parler à mon collectif. » Quand bien même on finit par s'en charger tout e seul e à la fin, ça change véritablement le rapport. Il est important de pouvoir se dire : « On bosse individuellement pour la perm, et c'est la perm qui essaie d'aider les gens, pas chacun de nous de façon isolée. »

Les personnes qui viennent à la permanence reviennent-elles avec des proches qui ont des problèmes similaires?

Oui. Par exemple, un jeune garçon dont on s'occupait depuis le foyer et qui s'en sort plutôt bien: il a eu ses papiers, une formation, un contrat d'apprentissage, un appartement. Il s'en sort mieux que plein de ses copains avec qui il est venu en France. Ce qui est très lourd à porter, ça peut être culpabilisant. Alors, il vient pour ses propres démarches tout en amenant ses copains. La perm s'est peuplée comme ça, au fur et à mesure, de proche en proche. C'est un bon repère: si on nous présente des gens, c'est que ce qu'on fait n'est pas une catastrophe. Si un jour ce n'est plus le cas, on pourra s'interroger.





Les rencontres qui ont lieu dans le cadre de la permanence ont-elles vocation à faire naître ou grandir une communauté militante? Avez-vous derrière la tête l'idée que les personnes qui ont reçu de l'aide vont ensuite venir avec vous à des manifestations, par exemple?

Personnellement, non. Je n'hésite pas à visibiliser et expliquer mes positions politiques, mais je ne fais pas la permanence dans l'idée qu'un mouvement pourrait naître à partir des personnes qui y viennent.

Pour moi, l'enjeu est d'expérimenter l'activité d'éduc, le travail social débarrassés des contingences d'auto-légitimation institutionnelle pour voir ce qu'il en reste de précieux. C'est l'occasion de dénoncer la vacuité de centaines de gestes, tâches éparses, détours auxquels on oblige les travailleurs sociaux au nom de l'aide qu'ils sont censés porter.

Une femme m'a dit un jour, alors que je tentais de clarifier ce qu'on faisait: « En fait, vous travaillez à la main! » Ça me va bien cette vision. On pourrait se coller une étiquette « Travail social fait main »! L'idée, c'est d'entretenir des liens soigneux et attentifs, qui permettent de faire vivre de petits lieux, de petites interactions, où la différence soit palpable avec ce que les gens qui viennent nous voir subissent quotidiennement.

✓

CENTRES SOCIAUX AUTOGÉRÉS

SQUATTÉS, LOUÉS, ENCORE OUVERTS
OU DÉJÀ FERMÉS: QUELQUES
EXPÉRIENCES DE **CSA** EN RÉGION
PARISIENNE

LE DILENGO

(«MAISON DES FOUS» EN ROMANI)

Squatté depuis août 2013, il a obtenu plusieurs fois des délais en justice avant que soit prononcée la décision d'expulsion en novembre 2018, puis l'ordre de quitter les lieux début 2020. En mars 2020, la trêve hivernale est prolongée suite au confinement imposé dans le contexte de la pandémie de coronavirus. Les habitant-es bénéficient donc de deux mois de répit

avant l'expulsion programmée du bâtiment – alors qu'aucun projet urbain n'a été présenté par l'aménageur du quartier, la Sadev. Des logements sociaux ont été arrachés pour certain es des 15 habitant es.

LIRE Charivary n⁰ 7, disponible sur charivaryjournal.wordpress.com

LE VAYDOM

(«NOTRE MAISON» EN TCHÉTCHÈNE

Le grand immeuble de quatre étages avec cour (propriété du Crédit mutuel) ayant abrité par le passé les bureaux d'une mutuelle étudiante, posé rue Marceau à la frontière entre le 13º arrondissement de Paris et Ivry-sur-Seine, était maintenu vide par une société immobilière. Une quarantaine de personnes l'occupe en mai 2017, au nez et à la barbe des vigiles censés le surveiller. Jusqu'au mois de novembre 2018, le rez-de-chaussée et le

premier étage ont été consacrés à des activités collectives, publiques ou non. Le tribunal a décrété que le Vaydom était expulsable à partir de septembre 2018, mais en mai 2020 la cinquantaine d'habitant-es y vivent toujours, grâce à une mobilisation qui a poussé la mairie à empêcher la préfecture d'ordonner l'expulsion.

VOIR fr.squat.net/tag/vaydom

L'ATTIÉKÉ

(PLAT IVOIRIEN À BASE DE SEMOULE DE MANIOC)

Les expulsions parfois massives d'immeubles entiers occupés et de bidonvilles sont fréquentes à Saint-Denis. En 2013, celles des 50 et 103 rue Gabriel-Péri donnent lieu à une lutte pour le relogement et la régularisation de leurs occupant·es. Un groupe se forme dans ce contexte pour ouvrir ce qui deviendra l'Attiéké, immeuble de deux étages avec un petit jardin au bord du centre-ville (propriété de la Fédération française de triathlon), avec une partie habitation (30 à 40 personnes) et une autre « centre social», dont le collectif mêle habitant es et non-habitant·es. Pendant près de quatre ans s'y organisent des permanences pour

le logement et les papiers, une autre d'écrivain public, un atelier vélo, un autre de français, des événements de soutien à des luttes sociales... Depuis l'expulsion à l'été 2017, le collectif existe encore plus ou moins, sans lieu public, à travers squats d'habitation, atelier vélo de rue mobile, entraide matérielle et administrative ou encore distribution de colis alimentaire au moment de la pandémie de Coronavirus. Des femmes du collectif ont monté une association qui propose des cantines à prix libres et des prestations de traiteur itinérant.

VOIR Attiéké All Stars, film de Yassine Hubert, prod. collectif Synaps Audiovisuel, 2017 (attieke-allstars-le-film.fr)

LA CANTINE DES PYRÉNÉES

C'est depuis 2016 un local d'environ 30 m² loué par une association dans un rez-de-chaussée de la rue de la Mare, dans le 20° arrondissement de Paris. C'est avant tout une cantine, où des repas complets sont élaborés et servis les midis du lundi au vendredi (à prix libre, avec un prix indicatif affiché de 4 euros). S'y tiennent notamment des cours de français, une permanence

d'entraide pour les papiers, des repas de soutien ponctuels à diverses luttes. Le collectif qui l'anime est né à travers l'occupation en 2013-2014 d'un petit bâtiment situé rue des Pyrénées, et a fait le choix, après l'expulsion de celui-ci, de la location pour pérenniser ses activités.

LIRE La Cantine des Pyrénées en lutte. Textes et témoignages collectifs, éd. Repas, 2018

ET AILLEURS...

D'autres CSA sont apparus ces dernières années un peu partout en France, comme le Tchoukar et la BAF à Grenoble, l'Écluse à Reims, le Harraga à Lyon, le Squid à Bordeaux, le CeSAMe à Metz, l'Ad vitam deternam à Crest... Quatre années de réquisition, d'entraide et d'autogestion



LA CREA OU L'OCCUPATION PERMANENTE

À partir de l'été 2011, la CREA (Campagne de réquisition, d'entraide et d'autogestion) a ouvert plus de 70 bâtiments vides et fait vivre sept centres sociaux autogérés – expulsés depuis. Une déferlante collective pour reprendre la main sur la ville. De quoi marquer les esprits et les pratiques.

En 2011, un premier bâtiment est ouvert. Dans six appartements et quelques pièces consacrées aux activités collectives, une vie commune s'organise où se mélangent mal logés, révoltées du système, familles, étudiantes, chômeurs, travailleuses pauvres et sans-papiers. Dans la bande, il y a celles et ceux qui sont fatigués des rituels anarchistes, marre de jouer à celui qui aura la plus belle capuche noire. Ils ont envie d'autre chose. « Faire se rejoindre des milieux militants blancs et non blancs et des individus non militants en galère 1».

«Le peuple a construit ces bâtiments, rendons-les à ses enfants»

La CREA ne squatte pas, mais « réquisitionne ». Cela pour faire écho à cette revendication classique de l'extrême gauche, appelant les pouvoirs politiques à répondre aux besoins immédiats des gens en éraflant la propriété privée. Sauf qu'il ne s'agit plus de « revendiquer » la réquisition, mais de la mettre en œuvre soi-même, sans attendre. Un geste qui dénonce les manquements de ceux d'en haut, tout en mettant en avant la possibilité d'un « pouvoir du peuple » à la fois là, en bas, et à construire. Manière aussi de signifier que ceux qui savent repérer et ouvrir des bâtiments vides devraient propager cette pratique, l'ouvrir à la société, plutôt que se replier entre « ceux qui squattent». Histoire, enfin, de rappeler que l'on bataille sur des enjeux de bien commun.

Ainsi, au fil des mois, on ouvre les portes et on passe par les fenêtres, les

X

Étudiante française en première année sur Toulouse. «À la dernière AG, de voir une mère voilée, âgée, qui me dit: "Hier, je suis allée faire une petite visite, j'ai mis des témoins*", Ça me fait plaisir, les gens comprennent que finalement ils n'ont pas besoin de nous. Ils se rendent compte qu'ils peuvent le faire.»

un its peuverit le taire.»

* Un «témoin» est un petit bout de scotch ou de papier
placé sur la porte d'une maison supposée vide. En
repassant quelques jours après l'avoir posé, si le témoin
n'est plus là, c'est qu'il y a eu du passage et qu'il n'est
pas opportun de la squatter!

plus habiles filant des

cours pratiques aux moins dégourdis. Une illégalité revendiquée, au nom du droit de tout un chacun à avoir un chezsoi et à se reposer un temps des galères quotidiennes. Des assemblées générales sont ouvertes à qui veut, pour communiquer, trouver de nouvelles énergies et s'organiser. Pendant un temps, ces AG réunissaient entre 50 et 100 personnes pour un mouvement qui aura réussi à loger « environ 200 personnes en tout », indique Haley. Mais, d'année en année, les expulsions se succèdent. Certains

SAMIA

«Mon assistante sociale m'a donné le numéro de la CREA, et l'adresse. Je pensais trouver des bureaux et des personnes qui sont, comment dire, des responsables, pour nous aider. Mais en fait j'ai trouvé de nombreux gens normaux comme nous, ils cherchaient des solutions pour eux, pour leurs enfants. On s'est joint à eux, ils m'ont donné un logement qui a duré huit mois, avec mes enfants. Nous avons participé aux vendredis de la solidarité*. D'ailleurs, ça a été une solution pour nous, pour gagner un peu d'argent, acheter des cartes de transport.»

Repas hebdomadaires préparés par les membres de la CREA et vendus à prix libre, parfois en soutien à une lutte, parfois pour permettre à ceux qui cuisinent de récupérer un peu d'argent. bâtiments résistent huit mois, d'autres seulement quelques jours. Il faut tenir bon, toujours repartir à l'assaut et faire front face à la répression, aux amendes du tribunal, au fichage de certaines têtes trop connues et à la brigade anti-squat de Toulouse. L'arrivée de la droite au pouvoir municipal n'équivaut pas forcément à un durcissement de la chasse anti-CREA: « Cela se produit plutôt lorsque les mêmes tiennent à la fois la préfecture et la mairie² », reprend-il. Quand c'est le cas, qu'ils soient de gauche ou de droite, les pouvoirs publics, débarrassés des jeux politiciens, mettent plus de cœur à l'ouvrage au service des propriétaires.

SI, SI, LA FAMILLE

« Militant », « précaire », « famille » : les profils se côtoient, les identités se mélangent. Mais tout le monde n'a pas les mêmes galères, ni les mêmes armes pour y faire face. Comment faire avec ces inégalités de fait, avec ces injustices sociales ? La CREA a réussi plusieurs années durant à mettre sérieusement au travail, dans la pratique, cette question. En refusant deux postures opposées mais finalement symétriques. D'un côté, la pratique du travail social,

CHRISTO

34 ans, bulgare, en France depuis plus de deux ans. «Je me rappelle de la première manif policière (contre les violences de la police, NDLR). J'avais quelque chose au cœur qui est dur, de savoir que tout le monde était parti là-bas et toi t'es devant l'ordinateur, ça ne va pas. Alors après j'ai fait un grand ménage, j'ai fait la nourriture, je me suis dit que les autres auraient faim en rentrant. Et quand ils sont rentrés, j'ai fait une accolade à tout le monde: «Ça va? Ça va?», et après la sensation au cœur a disparu, j'étais soulagé.»

qui s'appuie sur une asymétrie radicale entre le professionnel aidant et le bénéficiaire aidé. De l'autre, l'idée illusoire que l'égalité se décrète et qu'il suffit d'y croire pour fonctionner ensemble. À la CREA, on part de ce que chacun est capable de faire et l'on réfléchit à satisfaire les besoins de tous avec les moyens du bord, en premier lieu. Quand un sans-papiers connaît le parcours de demande d'asile comme sa poche, c'est lui qui anime l'atelier sur les papiers administratifs: «Les premiers concernés sont les plus compétents!» explique Haley. Reconnaître les capacités de tous et, dans le même temps, réussir à considérer les discriminations et inégalités réellement vécues par les individus, jusqu'au sein du groupe. La CREA veut penser ces dernières de manière formelle et ne pas laisser leur « gestion » à la seule improvisation des participant-e-s au jour le jour. Si un appartement est ouvert par des membres de la CREA pour une femme et ses enfants, on trouvera des camarades pour garder les petits afin que la maman puisse faire les tours de garde au début de l'occupation. Mais c'est surtout en mettant en place des réunions non mixtes,

d'abord entre femmes, puis entre non-Blancs, que la CREA tranche. « C'était inédit. On a été traités de racistes », raconte Haley. Une réaction encore fréquente, tant il est difficile de reconnaître qu'être traité comme un homme ou comme une personne blanche revient bel et bien, dans la société telle qu'elle est, à disposer de privilèges. Et qu'en s'organisant en partie de leur côté, ceux et celles qui n'en bénéficient pas peuvent trouver

des pistes d'action. « Ça nous a permis de créer des liens qu'on n'aurait pas pu avoir, entre des racisés avec ou sans papiers, par exemple », argumente Haley. Beaucoup parlent de celles et ceux de la

Campagne comme d'une «famille », avec ses prises de tête et ses ruptures. Car aborder ensemble des histoires de logement et de démerde au quotidien construit des amitiés profondes.

AUTONOMIE CULTURELLE ET POLITIQUE

La CREA a fait vivre des lieux précieux pour éla-

borer cette forme d'« autonomie populaire » : ce qu'ils ont appelé des « centres sociaux autogérés ». Il y a eu le 70, allée des Demoiselles, puis l'URSSAF, le 2, rue du Faubourg-Bonnefoy, une réouverture au 70, l'AP2P et enfin l'Annabells. Selon les années et les personnes impliquées, on y a élaboré toutes sortes d'ateliers, des conseils de soin, des crèches collectives, des préparations de soirées de solidarité avec bouffes et concerts à la clé. Il s'agissait ainsi de construire une culture commune, faite de sport, de musique, de repas partagés. Marc parle d'« une commune

1. «Enfoncer les portes ouvertes », Article 11, n° 8, février 2012. 2. Comme ce fut le cas de mai 2012 à avril 2014 avec le Parti socialiste. mouvante ». Comment ne pas penser à la «communauté »? Un mot qui rappelle les premières inspirations du collectif de départ, des zapatistes aux Black Panthers, auxquels la griffe du CREA, « pouvoir au peuple », faisait explicitement référence.

PAPILLON

«Ça marche bien quand ça se lance, mais souvent ça retombe parce que chacun a ses problématiques, ses obligations, et ses urgences surtout. On met de l'énergie mais finalement ça retombe. Pour me rassurer, je me dis que c'est en veille, que c'est toujours là et que ça va même apporter des choses qui ne se voient pas forcément de manière spectaculaire. J'aimerais contribuer à ce qu'il y ait plus de cohésion entre nous, qu'on soit moins dans l'urgence, qu'il y ait plus de stabilité en un sens.»

En juillet 2015, les assemblées générales se font rares, et le dernier centre social autogéré a fermé. Certain-e-s se sont essoufflé-e-s, d'autres se sont engueulé-e-s, d'autres attendent qu'un nouveau souffle les pousse. Il ne reste plus qu'à ouvrir le prochain bâtiment.

L'AUTREMENT



Le journal
L'Autrement donne
à lire «l'actualité
vue d'en bas»,
mélange de récits,
de témoignages et
de poésie. Venu de
Seine-Saint-Denis,

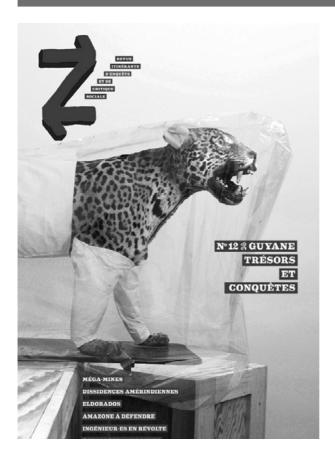
le journal vogue de part et d'autre de la Méditerranée. De 2011 à 2014, il a suivi régulièrement les offensives de la CREA et a donc partagé avec Z des bouts de ses entretiens avec Christo, X , Papillon et Samia, réalisés fin 2014. De Toulouse à Istanbul en passant par lvry-sur-Seine et Berlin, retrouvez tout un dossier sur les occupations autogérées dans le numéro 1.4 de L'Autrement.

«ON TRAVAILLE À LA MAIN»

MYRIEM, DU TRAVAIL SOCIAL AU CENTRE SOCIAL AUTOGÉRÉ DE LA PAROLE ERRANTE

PARU DANS LA REVUE Z Nº12

TRÉSORS ET CONQUÊTES - GUYANE - 2019



«Trésors et conquêtes», rédigé depuis la Guyane, nous embarque au cœur de l'industrie la plus polluante du monde: les mines. On y parle luttes anticoloniales et amérindiennes, critique de l'aérospatiale avec une visite de Kourou, « port spatial de l'Europe» et retour sur le mouvement social massif de 2017.

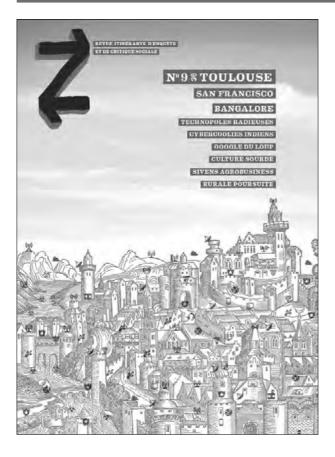
230 pages d'enquêtes et de témoignages illustrés avec soin pour interroger aussi l'idéologie occidentale du développement, ses promesses, ses impasses et la possibilité de s'en libérer.

LA CREA,

OU L'OCCUPATION PERMANENTE. Quatre années de réquisition, d'entraide et d'autogestion

PARU DANS LA REVUE Z Nº09

TECHNOPOLES RADIEUSES - TOULOUSE - 2015



Entre Toulouse dédiée à la high-tech et ses campagnes offertes à l'agro-industrie: pourtant l'autonomie paysanne se réinvente, pourtant les personnes Sourdes résistent à l'oralisation